

ténébreuses que l'Évangile de saint Jean : les *Manuscrits de 1844*⁵⁷. De fait, derrière Feuerbach et Hegel affleure le mythe de la Croix et de la Résurrection, ici de l'Aliénation et de la Réappropriation : « L'être humain devait être réduit à cette pauvreté absolue pour pouvoir donner naissance à toute sa richesse intérieure. »

Mais, au fur et à mesure que Marx passera d'une critique philosophique de l'« aliénation » à une étude scientifique des rapports d'exploitation — au fur et à mesure aussi que le mouvement réel se développera, jusqu'à la Commune de Paris¹ —, les « besoins radicaux » perdront cette forme grossière et idéaliste de pure négation pour s'encadrer dans les tendances immanentes du développement capitaliste qui leur servent de base. Nous les lisons aujourd'hui dans le « programme ouvrier » (qui n'a rien d'un « contre-plan » !¹) dessiné par le contenu des luttes de ces dernières années, parmi lesquelles Lip 73 a joué un rôle charnière⁵⁸ :

- refus de la parcellisation du travail
- refus de la mobilité de la force de travail
- refus des 3×8 , du travail aux pièces, des cadences
- refus de la cotation par poste, du service de la machine
- refus du racisme, du sexisme, des divisions
- refus de subir l'austérité et le redéploiement...

Ce dernier « besoin » peut s'exprimer dans le mot d'ordre « emploi et revenu garantis ». Ici nous touchons l'ambivalence entre « besoins radicaux » et « besoins sociaux », liée au double aspect de la classe ouvrière repérée plus haut. Les formes propres à la régulation monopoliste, y compris à sa crise, ont en fait partiellement intégré ces besoins, jadis « radicaux », à l'ordre des « besoins sociaux ». C'est la raison pour laquelle le mot d'ordre évoqué n'a pas pu résumer, ni aiguïser, contrairement à ce qu'on aurait pu croire (à ce que j'ai cru), l'autonomie ouvrière face à la crise. Alors que se développait, chez Michelin, chez Renault, avec le développement du féminisme jusque dans les usines, d'autres aspirations anticapitalistes de masse, d'autres « besoins radicaux » : le temps de vivre, la requalification du travail, le droit à la dignité... Mais le bureau d'un institut de recherche est-il le lieu d'où parler des besoins radicaux⁵⁹ ?

57. Publiés aux Editions sociales sous le titre *Manuscrits philosophico-économiques*, et dans la collection 10/18 sous le titre *Première Critique de l'économie politique*.

58. Je n'évoque ici que les besoins radicaux jaillis sur la base de la contradiction étudiée dans cette section : le rapport de dépossession. Mais il y a bien d'autres besoins radicaux, liés à d'autres rapports (hommes/femmes, etc.).

Pour une étude plus approfondie du rapport luttes/besoins/programme, voir mon article « Derrière les programmes, voir les forces », surtout les développements figurant dans *La Transition socialiste*, op. cit.

59. Voir la préface de *Le Capital* et son espace.

Conclusion de la première partie

En introduction à cette première partie, nous nous étions proposés de reconstruire théoriquement la structure de l'économie capitaliste en introduisant successivement trois rapports (ou contradictions) fondamentaux : la contradiction social/privé (section I), la séparation des producteurs de la propriété de leur moyen de production (section II), la dépossession de ces producteurs dans le procès de travail (section III). C'est bien ce que nous avons fait. Nous sommes ainsi arrivés au concept de « régime d'accumulation intensive », et nous avons, chemin faisant, repéré les contradictions de ce régime, que l'on peut ramener à une contradiction fondamentale : entre la socialisation des forces productives et le caractère privé de leur appropriation. L'approfondissement de cette contradiction entraîne une tendance à la transformation des formes de la régulation, que nous avons esquissée en parlant de régulation concurrentielle et de régulation monopoliste. L'étude pour elle-même du problème de la régulation fera l'objet de la deuxième partie, et dans la troisième nous serons à même de comprendre plus qu'intuitivement le caractère inflationniste de la crise actuelle du régime d'accumulation intensive.

Le programme que nous nous étions fixé semble donc se dérouler normalement. Cependant, si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur les trois premières sections (en particulier sur leur conclusion), l'architecture de la première partie ne se présente pas exactement comme nous l'avions dit. Au lieu du développement en colimaçon de trois rapports logiquement emboîtés et se surdéterminant les uns les autres, on a plutôt l'impression que deux rapports fondamentaux sont massivement développés pour eux-mêmes, dans les sections I et III. La section II (qui traite des problèmes auxquels se résume la quasi-totalité de l'« économie politique ») apparaît comme le lieu de l'articulation formelle entre les deux grandes séparations qui caractérisent le mode de production capitaliste : séparation *entre* les unités de production, séparation des producteurs de leur moyen de production *au sein* de chaque unité.

Chacune de ses deux grandes séparations engendre son propre mouvement d'abstraction réelle du travail : transformation du travail concret en travail abstrait, transformation du travail de l'artisan en travail totalement déqualifié de l'O. S. Symétriquement, chacune engendre son propre fétichisme : fétichisme de la valeur et de l'argent dans la première, fétichisme du capital fixe et de la science dans la seconde. Ou, ce qui revient au même, chacune engendre sa propre aliénation : aliénation du producteur isolé, dominé par les « forces économiques », aliénation du producteur à la chaîne, dominé par la machinerie. Cela parce que les deux séparations engendrent des structures de fétichisation de même forme :

une socialisation du travail non maîtrisée par les producteurs directs, médiatisée par le mouvement d'objets (produits de leur travail), qui se voient alors imprimer une forme sociale. Et, dans les deux cas, nous avons pu dénoncer une fausse conception du socialisme qui se caractérise par une pseudo-récupération de la socialité du travail : transférer la propriété (juridique !) des unités de production à un médiateur unique, l'Etat (de la classe ouvrière ou du peuple tout entier...).

Cette solution, théorisée par le « marxisme historiquement constitué » du *xx^e* siècle et mise en œuvre dans le « socialisme réalisé », n'est pas symétrique par rapport aux deux séparations. Elle accepte et exalte la discipline, la « loi de fer de la proportionnalité » réalisée, sous la direction unique d'un centre organisateur, dans la division manufacturière du travail. Au contraire, elle incrimine l'« anarchie » de la division sociale du travail, l'incapacité du marché à réaliser l'optimum de croissance équilibrée, et cherche à étendre à la société tout entière l'ordre disciplinaire de l'usine.

Comme nous l'avons noté, même ce projet, totalitaire et non communiste dans son essence, reste, pour autant qu'on l'accepte, une chimère. Sous les formes de la planification soviétique se reproduisent l'indépendance relative des unités de production et l'impossibilité de maîtriser leurs rapports ! La question que nous devons nous poser, en conclusion de cette première partie, c'est : pourquoi le primat de *cette* solution aux contradictions du capitalisme, pourquoi le capitalisme privé tend-il apparemment lui-même vers cette solution, pourquoi le « dépassement » (hégléen ou stalinien) du capitalisme est-il justement le capitalisme d'Etat ? Et dans quelles limites, en quel sens, pourquoi reste-t-il quand même un « capitalisme de marché » ? Bref, quel est le rapport entre les deux séparations ?

L'autogestion, alternative au capitalisme ?

Auparavant, un mot de l'« autre » solution, alternative formelle apparente, symétrique au capitalisme d'Etat : l'autogestion. Elle ne remet nullement en cause l'anarchie du marché ; elle y voit même la garantie de la liberté, face au totalitarisme étatique. C'est pourquoi elle peut être brandie comme un drapeau par des critiques du capitalisme d'Etat aussi bien de gauche que de droite. On vit ainsi la démocratie chrétienne chienne en faire son drapeau face au gouvernement Allende, et, préventivement, les « nouveaux économistes » en firent autant face au pourtant moribond Programme commun.

Mais, ce qui nous intéresse d'abord, c'est évidemment la critique « de gauche » : ceux qui brandissent l'autogestion comme débouché du « contrôle ouvrier », comme réponse à la révolte contre l'organisation du travail imposée par le capital. Cette autogestion-là exprime un

1. Voir les ouvrages cités de Ch. BETTELHEIM et B. CHAVANCE sur l'U. R. S. S.

« besoin radical », une aspiration profondément anticapitaliste des masses². Cependant, elle ne lui fournit qu'une réponse formelle et partielle, donc erronée. *Partielle* parce qu'elle « oublie » l'autre séparation, le caractère marchand de l'économie (de même que le capitalisme d'Etat « oublie » de supprimer la dépossession et le despotisme d'entreprise). *Formelle* parce que, même si on accepte le projet partiel de la « réappropriation de l'outil » usine par usine, il reste une chimère. De même que le monopole juridique de la propriété étatique ne fait pas de l'Etat un propriétaire économique réellement unifié, capable d'organiser la division sociale du travail, de même la démocratie dans l'entreprise, l'élection des dirigeants, etc., ne sont qu'une démocratie formelle qui, sur la base de la division manufacturière du travail existante, de la séparation des puissances manuelles et intellectuelles du travail, ne peut que donner le pouvoir dans l'entreprise à « ceux qui savent » : les ingénieurs et cadres, voire aux bureaucrates syndicaux ayant reçu une formation intensive à la gestion. Exactement comme la démocratie parlementaire ne peut que donner le pouvoir aux clercs, aux notables³. C'est du moins ce qu'indique l'expérience de la Yougoslavie. L'autogestion apparaît donc en fait comme le mot d'ordre d'une fraction technocratique s'appuyant sur un besoin radical de la classe ouvrière.

Attention ! Il ne s'agit pas là d'une simple ruse. Il y a, bien sûr, des « technocrates qui rusent ». On se souvient de la réponse de M. Rocard et E. Maire face au projet de candidature de Ch. Piaget à l'élection de 1974 : « Un militant ouvrier, si prestigieux soit-il, n'a pas forcément les compétences requises pour être président de la République. » Le problème, c'est que Charles Piaget lui-même admet, lors du second conflit Lip en 1978, qu'un (e) O. S. de chez Lip, si combatif soit-il (elle), n'a pas forcément les compétences pour gérer Les Industries de Patente. Et ce gouffre entre la démocratie formelle (dans l'entreprise) et la réappropriation réelle, par les producteurs, du procès de production, gouffre qui pourrait être comblé à la suite d'un combat prolongé, opiniâtre, sous la dictature du prolétariat, au prix de deux, trois, cent révolutions culturelles, ce gouffre ne peut que se creuser, justement du fait du caractère *partiel* de la solution qu'offre l'autogestion.

Car qui interdit aux ouvriers de l'usine autogérée de remettre en cause la dépossession dont ils sont victimes ? D'utiliser le « temps libre » à se réapproprier l'outil ? Eh bien, justement : le marché, la loi coercitive de la concurrence, la loi de la valeur ! Loi de la valeur qui continue à régir la course à l'extorsion de la plus-value relative, qui contraint les ouvriers à l'auto-exploitation, qui les oblige à se choisir un directeur commercial « compétent », puis un directeur technique, et finalement

2. En réalité, cette expression du besoin de réappropriation n'est adaptée qu'à des producteurs en voie de dépossession (techniciens, ouvriers très qualifiés comme les horlogers : ceux auxquels s'adressaient V. Foa et A. Gorz dans les années soixante), et non pas aux O. S.

3. Mécanisme magnifiquement illustré par le film 1788 de Faïlevic et La Roche-foucault.

à se choisir des contremaîtres. Et encore il n'est pas sûr que les « lois du marché » les autoriseront à continuer leur auto-exploitation. Tel est le triste bilan de nombreuses entreprises autogérées portugaises, y compris la fameuse Sogantal. Parce qu'elles étaient en compétition avec des entreprises capitalistes privées ? Parce qu'elles étaient en compétition tout court. L'autogestion, c'est aussi le chômage, comme le montre la Yougoslavie, un des plus gros exportateurs de main-d'œuvre d'Europe.

Erat, marché et salariat

L'examen de la solution autogestionnaire vient de souligner quelque chose d'important. Les deux « séparations » ne sont pas indépendantes l'une de l'autre ; le capitalisme n'est pas leur simple articulation dans la combinatoire formelle de tous les modes de production imaginables. La première séparation (celle qui se résout à travers l'échange par la loi de la valeur) est la base de l'autre (la dépossession des producteurs), elle engendre le capitalisme et toutes ses tendances. Il suffit que la force de travail devienne marchandise. Or, pour cela, il suffit que certains producteurs indépendants soient ruinés... L'ordre de nos trois premières sections, tout comme l'ordre du *Capital* de Marx, n'a donc rien d'arbitraire, c'est un reflet de l'ordre réel : « La petite production engendre le capitalisme ».

Voilà donc posé le problème de l'unité entre les deux « séparations » : celle, horizontale, entre les unités de production ; celle, verticale, au sein de chaque unité de production. Le lieu de l'unité, c'est le *rapport salarial*, c'est-à-dire celui où la dépossession du producteur s'exprime comme exclusion de l'accès direct, comme producteur privé, au travail social. C'est-à-dire ce dont nous avons traité formellement dans la section II : la production de valeur ajoutée, le partage de celle-ci en valeur de la force de travail et plus-value, le partage du capital en capital constant et capital variable, la reproduction socio-économique. C'est ici que s'exprime la reproduction et la transformation de la double séparation.

Mais, si le salariat est bien le lieu de l'unité entre les deux séparations, on comprend du même coup qu'un capitalisme d'Etat où se reproduit le salariat (c'est-à-dire une forme sociale bien différente du « mode de production asiatique »), du simple fait que l'allocation de la force de travail et l'achat des produits demeurent privés, reste nécessairement un « capitalisme de marché ». Les producteurs sont séparés, en tant que producteurs, de la direction du procès de production ; mais ces producteurs, en tant que citoyens et consommateurs, constituent la société, et par rapport à eux les directions de leurs entreprises, et les bureaucrates du Plan, sont des entrepreneurs privés. Les travaux des entreprises sont

effectivement réalisés indépendamment les uns des autres, parce qu'ils sont engagés indépendamment des producteurs eux-mêmes ! Ainsi on doit bien parler d'un *capitalisme d'Etat*, et non d'un mode de production nouveau, d'une société de classes, avec une classe exploiteuse, certes, mais ignorant l'« anarchie » du marché.

Et l'on comprend du même coup la tendance d'évolution du capitalisme (et de ses fausses alternatives). Car, si la base, dans l'unité des deux séparations, est le caractère privé de la propriété des processus productifs qui forment le travail social, le *facteur dirigeant* est l'approfondissement de la séparation du producteur direct et des moyens de production. Cet approfondissement se traduit par une transformation, une révolution continue du système des normes de production et d'échange — en particulier de la partition C/V/PL. Or ce système de normes constituait le moyen de réaliser l'unité des travaux privés, à travers le fonctionnement régulateur de la loi de la valeur. La tendance à la révolutionnarisation des forces productives (qui présuppose, rappelons-le, valeur et plus-valeur !) est donc bien ce qui vient perturber les doubles moulinets de la reproduction ; c'est elle qui oblige le fonctionnement de la loi de la valeur à s'y adapter. Cette « adaptation » prend le sens d'un passage tendanciel d'une régulation « concurrentielle à une régulation « monopoliste ». Tout se passe en effet comme si la « loi de fer de la proportionnalité », le « calcul a priori », qui règnent à l'intérieur des entreprises, cherchaient à s'étendre dans la division sociale du travail, à « domestiquer » la loi de valeur qui s'imposait jusqu'ici avec la violence d'une « force naturelle ». Cette régularisation cherche à s'imposer selon les différents types de « boucles » des doubles moulinets de la circulation : selon les boucles du capital variable d'une part, par la contractualisation et la programmation des augmentations de salaire, selon les boucles du capital constant, d'autre part, par l'intégration verticale et les relations de domination et de sous-traitance. (De ces deux aspects, la transformation du rapport salarial est évidemment le plus important.)

Donc l'« ordre interne » aux unités de production tend à s'imposer au « désordre » externe entre les unités de production. Or cet ordre interne n'est pas n'importe quel ordre. C'est un ordre sous l'autorité, le despotisme de l'élément dominant du rapport de classe. C'est un ordre imposé « d'en haut ». L'ordre qui cherche à s'imposer entre unités de production est donc aussi un ordre « imposé d'en haut ». A la médiation aveugle du marché entre les entreprises tend ainsi à se surimposer une médiation autoritaire : celle de l'Etat capitaliste.

Naturellement, cette « tendance » s'impose par des médiations concrètes variées. Sous le capitalisme, elle résulte essentiellement du double caractère de l'Etat, lié à sa double définition marxiste : c'est un Etat « séparé » de la société civile, l'Etat qui règle les rapports entre les intérêts divergents, mais c'est en même temps « l'Etat de la classe dominante », qui lui sert à administrer, réprimer, mater. Les « réactions conscientes de la société » contre l'anarchie de son propre organisme (la législation sociale, la politique économique) ne peuvent donc aller que dans le sens du renforcement de l'Etat, au-dessus et contre les produc-

teurs directs. Sous la dictature du prolétariat, le procès d'autonomisation des appareils d'Etat, qui cessent de fonctionner comme auto-organisation des masses (commune, soviet), trouve sa base autant dans le maintien de la dépossession à l'intérieur du procès de travail immédiat que dans l'impossibilité de maîtriser l'articulation du travail social.

L'idéologie du « capitalisme organisé »

Il suffit dès lors de supposer la tendance réalisée (et nous savons que c'est impossible), et l'on arrive à la notion révisionniste du « capitalisme organisé » (dans sa forme actuelle : la « fusion des monopoles et de l'Etat en un mécanisme unique »), ou, du côté révolutionnaire, à la notion opératoire « d'Etat-Plan ». Les deux positions qui s'affrontent sur la conception des forces productives se retrouvent d'accord sur ce point ! Dès lors, il n'est pas étonnant qu'ils se rejoignent sur une série de problèmes importants, malgré leurs positions antagonistes dans la lutte des classes :

- la sous-évaluation de la concurrence intercapitaliste,
- la sous-évaluation des contradictions internes au prolétariat,
- comme conséquences : la réduction des rapports capitalistes à un rapport vertical de « commandement » sur les hommes et sur les choses,
- une interprétation de la crise comme due à l'incompétence⁵, à la faiblesse ou à l'initiative⁶ du commandement,
- une conception de la lutte de classe entièrement centrée sur la prise du poste de commandement : par la voie pacifique chez les uns, à coups de P. 38 chez les autres⁷.

5. Les « gaspillages » des monopoles, l'« austérité (des plans Fourcade et Barre) qui aggrave la crise » sont évidemment rapportés par les théoriciens du C. M. E. à leur nature de classe. Mais la dénonciation de cet « égoïsme » de classe est effectuée au nom de la raison et de l'intérêt national : un autre pouvoir de commandement, prenant en compte les intérêts d'ensemble, s'y prendrait mieux...

6. Les opératoires ont alternativement (et parfois simultanément) interprété la crise comme forme de l'offensive ouvrière (qui met l'Etat-Plan dans l'impossibilité de commander) et forme de la contre-offensive de l'« Etat-crise » (pour détruire la force de l'ouvrier-masse).

7. « [Même dans le filon opératoire] le terrain fondamental de l'affrontement des classes reste celui d'un "pouvoir", conçu de manière abstraite, en dehors de ses déterminations historiques. [...] L'histoire du capitalisme en arrive à ressembler à une succession de cycles égaux, dans lesquels à la rupture du Plan de la part de la Classe succède la reconstitution de la rationalité capitaliste à un plus haut niveau. Cette conception débouche soit sur le plus plat opportunisme (l'acceptation de l'état des choses existant), soit sur le plus aveugle volontarisme, qui surimpose la recherche subjectiviste d'une rupture violente à un cycle par définition sans histoire. [...] D'une manière ou d'une autre toutes ces conceptions éludent le problème de la crise. Il leur manque la capacité d'identifier, à l'intérieur du mode

Il vaut la peine, avant d'aborder la seconde partie, et sans prétendre faire plus qu'effleurer la question de l'Etat (qui nécessiterait un autre livre), d'explorer un peu ce problème du « capitalisme organisé » et de l'« Etat-Plan ».

Comme toujours, quand on étudie la réalisation concrète d'une tendance, il est bon de remettre un peu les choses en perspective. En revenant, avec Y. Leclercq⁸, sur la théorie de l'Etat de la III^e Internationale, on fait d'intéressantes découvertes. « L'étatisation de la vie économique, contre lequel le libéralisme capitaliste se dressait, est devenue un fait accompli. Revenir non seulement à la libre concurrence, mais encore à la domination des trusts [...] est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera l'agent de la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat prolétarien victorieux. » Qui parle ? Un opératoire ? Un tenant extrémiste de la thèse du C. M. E. ? Non, le I^{er} Congrès de l'Internationale communiste (1919 !). Et celle-ci répétera encore, en 1928 : « La tendance des diverses fractions de la classe dominante à la cohésion oppose les larges masses du prolétariat non à un patron isolé, mais de plus en plus à la classe entière des capitalistes et à son Etat. » S'il faut du génie pour identifier les tendances d'un rapport social à l'Etat naissant, le propre du subjectivisme est d'affirmer tous les dix ans la tendance enfin réalisée, en oubliant les autres aspects de la réalité... Mais le subjectivisme de la III^e Internationale a encore quelque chose à nous apprendre.

D'abord elle considère que l'Etat interventionniste, étant un Etat du capital, est nécessairement un Etat fasciste : la fin du libéralisme économique va de pair avec la fin du libéralisme politique. On retrouvera exactement ce thème dans la théorie de l'« Etat fort », version trotskyste de la théorie de C. M. E. Comme de plus l'Etat interventionniste aura souvent recours à un personnel issu des partis d'opposition « de gauche » (social-démocratie en Europe du Nord, Parti démocrate aux U. S. A.), l'I. C. identifiera facilement ces partis comme « aile gauche du fascisme ». Sur ce point, les « autonomes » italiens, les « M.-L. », et les nouveaux philosophes n'ont rien inventé.

Et pourtant, symétriquement, l'I. C., en même temps qu'elle note la tendance au capitalisme d'Etat, insiste sur les « retards » à la réalisation de cette tendance. Au fur et à mesure que s'affirme en U. R. S. S. le modèle du capitalisme d'Etat réalisé, présenté comme « socialisme », on peut même dire que la persistance de l'anarchie du marché devient

de production capitaliste, le fondement de l'antagonisme entre les classes. Ce fondement, il est dans la condition matérielle du prolétariat : être une marchandise parmi les autres marchandises. Mais cela renvoie à l'existence du marché, son anarchie et ses contradictions, cela justement que les théories subjectivistes ont rejeté de leur horizon théorique, soit qu'elles ne l'aient jamais pris en considération, soit qu'elles l'aient considéré dépassé avec l'avènement du « capitalisme planifié » (Lotta continua, « Sur la question du matérialisme », I^{er} Congrès national).

8. Y. LECLERCQ, « La Théorie de l'Etat et la III^e Internationale », dans *Sur l'Etat*, Colloque de Nice de l'A. C. S. E. S., Editions Contradictions, Bruxelles, 1977.

l'aune à laquelle mesurer les défauts du capitalisme ; et c'est bien naturel, puisque le marxisme de la III^e Internationale accepte alors définitivement le taylorisme comme nec plus ultra de l'organisation sociale à l'intérieur des unités de production. Souligner la persistance des imperfections du marché devient d'autant plus urgent que la social-démocratie allemande adopte, au Congrès de Kiel (en 1927), sous l'influence d'Hilferding, une conception du « capitalisme organisé » comme marchepied du passage pacifique au socialisme. Selon cette théorie, les tendances à l'organisation, internes à l'entreprise, se propagent à l'ensemble de l'économie ; elles induisent, grâce au jeu démocratique, une « régulation consciente de l'économie », qui pourra « surmonter, sur une base capitaliste, l'anarchie de la concurrence libre inhérente au capitalisme ». Or nous avons vu que, pour les économistes des pays de l'Est, comme O. Lange, la « régulation consciente de l'économie », c'est presque la définition du socialisme !

Tout le problème revient alors, pour l'I.C., à démontrer que la social-démocratie n'arrivera pas à imposer cette « régulation consciente ». Ainsi, elle soulignera lourdement l'échec des tentatives du New Deal de Roosevelt, notamment l'échec du National Industrial Recovery Act, battu par la coalition des intérêts privés. Il faut bien mesurer d'où part un tel type de critique. Reprocher au capitalisme l'échec du N.I.R.A., c'est admettre que l'étatisation est une bonne chose, et que justement c'est cela que ne peut pas faire le capitalisme. On retrouvera ce thème dans l'analyse du New Deal par P. Baran et P. Sweezy, et, lors de la polémique P. C. F./P. S., on verra le P. C. F. et le C. E. R. E. S. mesurer le degré de la « rupture avec le capitalisme » à la quantité d'entreprises nationalisées.

Naturellement, un opéraïste comme A. Negri, qui ne cherche pas à fonder sa critique du capitalisme sur des arguments rationalistes ou moralistes, mais pose la seule question du pouvoir, dans l'usine, dans la société, ou dans la « société-usine », n'a aucune peine à revenir aux positions de l'I. C. de la première ou de la troisième période (le « cours gauche » du stalinisme) : « le capitalisme est maintenant planifié », mais la classe ouvrière n'est pas d'accord sur le Plan. Nous avons vu, dans la section I, que, lorsqu'il commente l'opposition évoquée dans les *Grundrisse* entre deux périodes, celle où « le caractère social du travail s'impose post festum » et celle où « ce caractère social est présupposé », couple que le lecteur honnête identifie à « capitalisme/communisme », Negri y voit tout simplement le passage du capitalisme de marché au capitalisme planifié, et peut écrire sans sourciller : « A partir de 1929 la production est directement le fait d'un travail général⁹. » Nous avons même montré que, très naturellement (compte tenu de ce qui a été dit plus haut sur la correspondance entre les deux séparations), il identifie ce passage à la réduction, par l'automatisation et la déqualification, du travail qualifié et personnalisé de l'artisan à la dépense de travail quel-

9. « Crise de l'Etat-Plan », p. 165.

conque de l'ouvrier-masse. D'ailleurs, pour faire bonne mesure, il rappelle qu'avec l'automatisation disparaît toute rationalité de la mesure de la richesse par le temps de travail dépensé. Bref, il n'y a plus de loi de la valeur¹⁰. L'affrontement de l'Ouvrier-Masse avec l'Etat-Plan (ou de l'Ouvrier Social avec l'Etat-crise) se résume à une bataille pour le salaire ou la dépense publique, déterminée par un pur rapport de forces face à l'arbitraire de l'Etat terroriste au service de multinationales¹¹. La forme de la crise actuelle est donc celle d'une pure « crise du commandement » ; l'enjeu en est, du côté bourgeois, une destruction de l'autonomie ouvrière et une « capitalisation », au niveau de l'atelier, du quartier, du pouvoir de commandement de l'Etat : le syndicat révisionniste, à l'époque du Compromis historique, est là pour ça¹².

L'impossible « fusion »

Il ne suffit pas de dénoncer le subjectivisme de l'analyse (qui a du moins l'avantage de bien mettre en lumière les tendances sélectives). Il faut repérer de façon précise et concrète ce qui empêche le capital de se doter d'un véritable « Etat-Plan », ce qui empêche la véritable « fusion des monopoles et de l'Etat en un mécanisme unique ».

Une première position consiste à en revenir simplement à la vieille critique du New Deal par la III^e Internationale : l'Etat ne peut pas fonctionner comme « capitalisme collectif idéal » à cause de la réaction corporatiste, à courte vue en somme, des capitalistes privés. L'Etat interventionniste leur apparaît comme un dangereux concurrent. Telle est au fond la position de Baran et Sweezy, et même celle du P. C. F., qui fait fonctionner l'« entrelacement » des monopoles et de l'Etat dans le sens de l'Etat vers les intérêts corporatistes mesquins des monopoles (leurs « gaspillages »). Dans cette perspective, il ne faut pas critiquer la S. N. C. F. et Renault, car ça fait le jeu des monopoles privés.

Un peu plus radicale est la position de critiques allemands de la théorie du C. M. E., tels E. Altwater¹³. Cet auteur délimite au préalable les fondements et les limites de l'autonomisation de l'Etat dans la société bourgeoise en général. L'autonomie de l'Etat apparaît définie comme le niveau minimal d'intervention permettant à la loi de la valeur de réguler à travers la concurrence une société composée d'intérêts individuels. L'auteur identifie quatre domaines d'interventions de ce type : la pro-

10. « L'Etat, la Dépense publique », art. cité, p. 139 ; « Crise de l'Etat-Plan », p. 176.

11. « Paradoxalement » (sic !), puisque l'Etat-Plan est en crise, l'entreprise redevient le lieu de l'efficacité capitaliste.

12. A. Negri, « Sur quelques tendances de la théorie communiste de l'Etat la plus récente : revue critique », dans *Sur l'Etat* (op. cit.).

13. E. ALTWATER, « Remarques sur quelques problèmes posés par l'interventionnisme étatique », dans le recueil introduit par J.-M. VINCENT, *L'Etat contemporain et le Marxisme*, Maspero, 1975.

duction des infrastructures¹⁴, la détermination et la défense du système de lois dans lesquels s'expriment les rapports entre les agents dans le capitalisme, la régulation (si besoin est, répressive) des rapports entre capital et travail salarié, la garantie et l'expansion du capital national sur le marché mondial.

Un mot sur le dernier point. Il souligne la grande lacune (consciemment admise) du présent travail : la non-prise en compte du caractère plurinational du capitalisme. Dès lors, l'existence d'autres « capitalismes organisés » sur le marché mondial suffit à rétablir l'anarchie que l'Etat keynésien aurait domptée sur le marché intérieur. Cet argument, utilisé à l'occasion par certains auteurs, y compris des opérateurs¹⁵, ne semble pas négligeable mais insuffisant. D'abord parce que pour moi ni la régulation monopoliste (qui est déjà plus que l'Etat keynésien !) ni même la forme soviétique du capitalisme d'Etat ne font du capitalisme un « capitalisme organisé ». Donc la concurrence internationale ne joue dans le présent livre qu'un rôle de « facteur externe », qui n'intervient qu'à travers le caractère déjà irrédiciblement marchand de chaque économie nationale. Ensuite, il existe déjà au niveau international des choses équivalentes à la « politique économique monopoliste »¹⁶.

Les trois autres domaines d'action de l'Etat sont en revanche intrinsèques (bien qu'Altvater ne le montre pas de façon satisfaisante) au concept même du mode de production capitaliste, réduit aux seuls rapports qui nous ont servi à le définir. La nécessité de produire de façon non privée certaines « conditions générales extérieures de la production

14. C'est le concept de « conditions matérielles générales de la production » développé par Dieter Läßle. J'ai développé des notions semblables dans l'annexe du *Tribut foncier urbain et Le Capital et son espace*.

15. Pour G. Destanne De Bernis, le grand problème de la crise actuelle est qu'il n'existe pas d'institution étatique régulatrice au niveau international, à laquelle on pourrait avoir recours, comme on a eu recours à l'Etat national lors de la crise des années trente. Voir son texte « Régulation ou équilibre dans l'analyse économique », in *La Régulation dans les sciences*, Maitoine-Doin, Paris, 1977.

Quoiqu'il s'inscrive apparemment dans la problématique de F. Perroux, cet article très intéressant serait acceptable (en ce qui concerne la régulation dans un cadre national) par un théoricien du C.M.E. Plus profondément, je suis assez largement d'accord avec l'auteur sur les interactions entre la dynamique de fond des rapports de production, les changements dans la régulation et le comportement des agents.

Du côté opératoire : voir NEGRI, *La Classe ouvrière contre l'Etat*, p. 176 et 243.

16. Quoique la charge de la preuve ne me revienne pas, je citerai :

- les aides et crédits aux « pays sous-développés », comme équivalents du salaire indirect dans la reproduction de la demande solvable mondiale,
- les firmes multinationales dont le rapport au marché mondial est déjà de type monopoliste,
- l'existence d'une monnaie à cours forcé (étalon dollar, D.T.S.),
- quant à la politique économique de l'Etat : les chamailleries entre gouvernements U.S., allemand, japonais, à propos de la relance, ne sont pas bien différentes de celles entre gouvernement et C.N.P.F. Quant au gouvernement saoudien, il fixe la rente pétrolière de façon à ne pas compromettre la relance mondiale !

capitaliste » tient aux contradictions mêmes d'une économie où « le travail social se présente comme somme de travaux privés » : il suffit pour s'en apercevoir de prendre en compte la dimension spatiale du problème¹⁷. La nécessité d'une instance politico-idéologique comme « lien social » permettant la constitution de l'unité d'une telle économie, nous l'avions déjà remarquée à propos de l'érection de la forme monnaie (chapitre 3). Enfin, le rôle d'instances extra-économiques d'institutions différentes de l'entreprise dans la reproduction de la force de travail a déjà été souligné (section II). L'Etat en tant qu'objet (disons plutôt : les appareils d'Etat) apparaît ainsi comme une forme structurelle engendrée par les mêmes rapports sociaux que ceux qui engendrent le marché : la forme valeur d'une part, le salariat de l'autre. L'Etat n'est ni un instrument ni la « condensation d'un rapport de forces », il est un tissu de rapports sociaux.

En partant de cette définition du « domaine général » d'intervention de l'Etat, E. Altvater évite donc le piège grossier d'une conception « instrumentaliste » de l'Etat selon laquelle l'institution existerait d'abord, comme la General Motors, de façon indépendante, à côté des entreprises non financières et des banques (pour organiser la défense nationale, pour mater les exploités...), et puis, à partir de 1929, on se mettrait à lui faire faire un peu de politique économique. Une telle représentation est présupposée dans la conception « C.M.E. » de la « fusion » ou de l'« entrelacement » des monopoles et de l'Etat.

Mais cette fondation non instrumentale de l'Etat reste trop implicite et empirique chez E. Altvater : finalement, la délimitation du « domaine » de l'intervention étatique ne lui permet que d'interdire à l'institution-Etat de se comporter comme la General Motors. Pour lui, l'interventionnisme étatique est conçu sur le mode keynésien de la « dépense publique », au sens étroit, c'est-à-dire des dépenses du budget : pour fabriquer des infrastructures, etc. Ces dépenses, qui lui donnent une forme de « capitaliste fictif », n'en font pas pour autant un capitaliste réel. « Si la fonction de l'Etat consiste à rendre possible l'utilisation et donc l'accumulation du capital pour les capitaux (individuels), les dépenses de l'Etat ne doivent pas se faire en faveur de la classe ouvrière ni aboutir à concurrencer les capitaux. » Avec de telles contraintes, E. Altvater n'a pas de peine à montrer que la politique de dépense publique finit par ne plus pouvoir engendrer que stagnation et inflation.

Mais A. Negri n'a pas de peine non plus à lui retourner l'argument : si on admet la nécessité de la forme Etat à partir des limites mêmes de la loi de la valeur, on ne voit pas pourquoi limiter arbitrairement l'intervention de l'Etat.

« Quel sens peut avoir cette réduction de l'Etat à un élément qui ne fait que « conditionner » la production de la plus-value ou qui en est simple « résidu » ? De deux choses l'une : ou bien l'on refuse la nature planifiée de l'Etat contemporain (mais seuls les aveugles peuvent le faire),

17. Voir *Le Capital et son espace*, 4 et 5.

ou bien, une fois qu'on l'admet, il n'est plus possible de réintroduire subrepticement une dialectique principale avec les capitalistes individuels — et privés de surcroît. Il faudra tenir compte naturellement de la contradiction entre l'Etat et les capitalistes individuels, mais en la considérant comme subordonnée¹⁸.

Et A. Negri de reparcourir la voix tracée par Marx et Engels sur la « double origine » de l'Etat¹⁹ : l'Etat n'est au départ que la médiation externe dont se dote une société composée d'intérêts disparates pour maintenir son unité (« Du fait que la propriété privée s'est émancipée de la communauté, l'Etat a acquis une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle²⁰ »), mais, au moins selon Negri, « l'Etat interiorise progressivement la médiation de l'intérêt capitaliste à la reproduction de la domination à travers l'organisation de la société : l'émancipation de l'Etat d'avec la société civile n'est que la condition de son redéploiement ultérieur dialectique et médiateur sur cette dernière et en son sein, au cœur de sa texture conflictuelle selon les mesures que bat le rythme de la lutte de classe [sic] ». En réalité, chez Negri ce « redéploiement » aboutit à identifier purement et simplement fonction organisatrice et fonction de domination capitaliste²¹. L'opéraïste veut bien prendre en compte que l'Etat a surgi sur la base d'une société où « le travail social se présente comme somme de travaux privés », mais une fois cet Etat devenu grand (et les tendances du capital suffisamment mûries), il devient avant tout l'« organisateur général de l'exploitation », et, cette exploitation, il l'organise de façon planifiée, selon un plan qui, pour arbitraire qu'il soit du point de vue de la Classe, est rationnel de son propre point de vue d'Etat. En somme, Negri parcourt effectivement le « cheminement marxien », mais à l'envers : non pas de *L'Idéologie allemande* au *Capital*, mais de *L'Idéologie allemande* à l'adolescence hégélienne, de la critique de la société civile à la critique de l'Etat !

Tout autre est la voie empruntée dans ce livre. Nous sommes partis (comme *Le Capital*) du caractère marchand de l'économie capitaliste : de la séparation des unités économiques, qui engendre la forme valeur et la forme Etat. Nous avons montré que le développement du rapport capitaliste de la manufacture à l'automation imposait un changement dans le régime d'accumulation : depuis la reproduction simple et la reproduction extensive (faiblement) élargie jusqu'à l'accumulation inten-

18. A. Negri, « Sur quelques tendances... », loc. cit., p. 407.

19. Dans *L'Idéologie allemande*, *Anti-Dühring*... Voir *Le Capital* et son espace, et la note du chapitre 3 sur « Lien social, Etat et monnaie ». Remarquons que, dans sa lettre à C. Schmidt du 27 octobre 1890, Engels utilise justement ce fondement de l'Etat sur la division sociale du travail pour démontrer l'« autonomie du politique » à l'égard du développement économique. Cette lettre (*Lettres sur Le Capital*, p. 204) est dirigée contre une conception vulgaire du matérialisme historique, mais elle montre aussi que Negri ne peut se réclamer de Marx et Engels quand il passe de la fonction organisatrice de l'Etat à une fonction d'« exploiteur collectif ». Ce thème de l'« autonomie du politique » servira à justifier le reclassement réformiste de certains opéraïstes.

20. *L'Idéologie allemande*.

21. « Sur quelques tendances... », loc. cit., p. 391.

sive. Nous avons montré que ce changement de régime impliquait un changement dans la régulation, *tendant* (mais tendant seulement !) à prolonger dans la circulation la régularité de l'organisation de la production. Nous avons montré que cela passait par un élargissement du domaine de la médiation étatique, qui ne consiste pas, comme le croient Keynes et les théoriciens du C. M. E., à suppléer à l'investissement privé défaillant, mais bien plutôt à prendre en charge une partie toujours plus grande de la gestion du capital variable collectif. Mais à aucun moment nous n'avons perdu de vue (et nous ne perdons de vue) que la base sur laquelle sont fondées les formes structurelles (Etat, entreprises, marché) diversement combinées selon le type de régulation, que cette base consistait en une double séparation : celle des unités économiques entre elles, celles des producteurs et de leurs moyens de production. Quelle que soit la prépondérance que puisse acquérir l'une de ces formes structurelles (l'Etat, en l'occurrence), cette double séparation ne sera pas abolie tant que ne sera pas établie (si elle l'est jamais) la « communauté des producteurs associés », le communisme. Parler d'un « capitalisme organisé » ou d'un « Etat-Plan » est donc soit une absurdité, soit une métaphore désignant une tendance. Pris à la lettre, c'est exactement l'erreur dénoncée dans notre chapitre I, l'erreur de l'économie classique que Marx dénonçait dans le début des *Grundrisse* : croire que le travail privé pourrait être directement social, que l'argent pourrait être remplacé par un bon de travail, que les marchandises pourraient s'échanger sans argent.

Nous en avons assez dit pour éliminer toute fausse compréhension du mot « régulation ». Nous employons « régulation » exactement dans le sens où Marx parle de la loi de la valeur comme « régulatrice ». Il ne s'agit ni d'une « régulation consciente » ni d'une « régulation infaillible », comme chez les cybernéticiens et les trop optimistes économistes officiels de l'Ouest comme de l'Est. Pour étudier cette régulation, il nous reste à prendre en compte l'aspect que nous avons jusqu'ici volontairement laissé de côté : l'effet des rapports spécifiquement capitalistes sur la forme valeur elle-même, non pas la mesure du capital par les rapports de valeur (C/V, V/PL), mais la prise en compte de ce que les valeurs qui s'échangent sont des capitaux : des « valeurs-en-procès qui se valorisent ». Nous serons alors à même de comprendre (deuxième partie) les lois de l'« économie fétiche », qui se déploient dans l'espace des prix nominaux, et, partant, de comprendre, dans la troisième partie, le caractère inflationniste de la crise actuelle.

Table

PRÉSENTATION	7
AVANT-PROPOS	15
Marchandise et fétichisme	15
Métaphysique et dialectique	20
Surdétermination des contradictions	24
Reproduction et régulation	27
Sur les analogies physiques et mathématiques	39
Les enjeux politiques	50
Les lacunes	53

Première partie

Structure et tendances de l'économie capitaliste

INTRODUCTION	61
Section I. Valeur, forme valeur et prix	
INTRODUCTION	71
1. L'ÉCONOMIE MARCHANDE	77
I. La réduction de la valeur à sa substance	77
II. Misère de cette réduction	79
III. La contradiction social/privé et la loi de la valeur	83
IV. Le fétichisme de la marchandise	89
2. DIVISION DU TRAVAIL ET LOI DE LA VALEUR	91
3. LA FORME VALEUR ET LA MONNAIE	96
I. La forme équivalent	96
II. La forme prix et la valeur dans la circulation	98
1. Les « valeurs réalisées »	99
2. Que l'argent n'est pas un « bon de travail »	101

3. <i>L'auto-accumulation intégrale</i>	198
4. <i>Les schémas de reproduction intensifs</i>	199
IV. A nouveau, misère de la reproduction	200
CONCLUSION DE LA SECTION II	203

Section III. La révolutionnarisation de la production capitaliste

INTRODUCTION	213
10. ACCUMULATION, DÉPOSSESSION ET RÉVOLUTIONNARISATION DES FORCES PRODUCTIVES	217
I. Coopération et despotisme d'entreprise	218
II. La dépossession du producteur	220
1. <i>Soumission formelle et soumission réelle</i>	222
2. <i>Le taylorisme</i>	224
3. <i>Le fordisme</i>	226
4. <i>Indications historiques</i>	227
III. Le fétichisme du capital fixe et de la science	229
IV. Quelques remarques sur le « progrès technique »	234
1. <i>Forces productives et rapports sociaux</i>	235
2. <i>Révolutionnarisation des forces productives et reproduction des rapports sociaux</i>	236
3. <i>La plus-value relative comme « but »</i>	237
4. <i>Révolutionnarisation et accumulation</i>	238
5. <i>L'accumulation intensive</i>	239
6. <i>Forces productives et rapports marchands</i>	239
11. LES GRANDES TENDANCES DE L'ACCUMULATION	241
I. Les « lois de l'accumulation »	241
1. <i>La concentration du capital</i>	241
2. <i>La reproduction d'une armée industrielle de réserve</i>	242
3. <i>La « paupérisation relative »</i>	243
4. <i>La tertiarisation</i>	245
5. <i>La centralisation du capital</i>	246
II. « De la concurrence au monopole »	250
III. Quelques remarques sur la surdétermination des « lois tendancielles »	253
12. RÉVOLUTIONNARISATION DES FORCES PRODUCTIVES, PRODUCTIVITÉ ET PLUS-VALUE RELATIVE	260
I. Dépossession et extorsion de plus-value	261
II. Le concept de productivité	263
III. Productivité et socialisation	265
IV. L'unité du mode de production	267
13. LA LOI DE LA VALEUR COMME FORCE COERCITIVE : NOUVELLE APPROCHE DE LA RÉGULATION	270
1. Le mécanisme marxien « à baisse du prix »	271

III. La monnaie	104
1. <i>Lien social, Etat et monnaie</i>	104
2. <i>Les fonctions de la monnaie</i>	105
3. <i>La dématérialisation de la monnaie</i>	106
4. <i>L'illusion monétariste</i>	111
4. DE LA FORME PRIX A LA POSSIBILITÉ FORMELLE DES CRISES	113
CONCLUSION DE LA SECTION I	119

Section II. Les rapports capitalistes et leur reproduction

INTRODUCTION	129
5. SALARIAT ET PLUS-VALUE	131
I. Capitalistes et prolétaires	132
II. L'exploitation	139
III. L'engagement du travail par le capital	141
6. LA FIXATION DU TAUX DE PLUS-VALUE	144
I. Durée et intensité du travail	145
II. Salaire et norme de consommation	148
1. <i>Le salaire, pas plus que les autres prix, n'est un multiple de la valeur</i>	149
2. <i>Le salaire n'est pas un « bon pour un panier »</i>	150
III. Taux de plus-value et lutte des classes	152
IV. Néo-ricardiens et marxistes algébriques	153
7. LE CAPITAL CONSTANT ET LE CAPITAL FIXE	158
I. Capital constant, capital variable	158
II. Capital fixe, capital circulant	160
III. A propos des « temps » : travail, circulation et révolutionnarisation	164
8. LA REPRODUCTION SOCIALE : PREMIÈRE APPROCHE DU PROBLÈME DE LA RÉGULATION	169
I. Eloge de la reproduction	171
II. Misère de la reproduction	172
III. Esquisse d'une périodisation de la régulation	175
9. LA REPRODUCTION ÉCONOMIQUE	183
I. Position du problème	185
II. Statut et enseignements du schéma de la reproduction simple	187
1. <i>Le statut</i>	187
2. <i>Les enseignements</i>	190
III. Le problème général de la reproduction	195
1. <i>Le schéma de la reproduction simple</i>	197
2. <i>Les schémas de reproduction élargie</i>	197

II. Le « pivotement » de la valeur	274
III. Le mécanisme monopoliste	279
IV. A nouveau sur le salaire	282
1. Pour une conception dialectique du salaire	282
2. L'histoire du salaire en France	286
3. La formation monopoliste du salaire	290
14. LA COMPOSITION ORGANIQUE DU CAPITAL	294
I. Socialisation du travail et propriété privée des moyens de production	295
1. Socialisation et dispositif matériel	295
2. La propriété du dispositif	296
II. Définition et mesures de la composition organique du capital	298
III. Composition organique et taux de profit	300
1. Le raisonnement de la vulgate marxiste et sa critique	301
2. La hausse de la composition organique entraîne la baisse du taux de profit	304
3. La tendance à la croissance de la composition organique	307
IV. Les mouvements de la composition organique	310
1. Sur la « composition technique »	310
2. Le mouvement concret de la composition organique : l'après-guerre	313
15. L'ACCUMULATION INTENSIVE	322
I. Les schémas d'accumulation intensive	326
1. Une caricature de l'Age d'or	326
2. Les schémas formels de l'accumulation intensive	328
II. Les contradictions de l'accumulation	331
CONCLUSION DE LA SECTION III	337
Les « marxismes » et les forces productives	338
Lutte revendicative et forces productives	340
L'illichisme	346
L'opéraisme	347
Le double aspect du prolétariat et des forces productives capitalistes	352
L'illusion de la « page blanche »	357
Pour une dialectique révolutionnaire des forces productives	360

Conclusion de la première partie

L'autogestion, alternative au capitalisme ?	370
Etat, marché et salariat	372
L'idéologie du « capitalisme organisé »	374
L'impossible « fusion »	377

CRISE ET INFLATION, POURQUOI ?

Il faut se rendre à l'évidence : la crise ouverte en 1974 diffère assez profondément des crises classiques du capitalisme, y compris la crise des années 1930. Au lieu d'un effondrement général de la production des prix, l'Occident se débat dans une interminable stagnation accompagnée d'une poursuite de l'inflation. Au lieu d'une brutale « épuración » du processus productif, poussant les travailleurs à la révolte et les capitalistes à recourir au fascisme ou à la guerre, la lutte des classes semble s'installer dans une « drôle de crise », où l'attentisme des organisations réformistes laisse le champ libre à une restructuration sournoise mais profonde.

Cet ouvrage s'attache à comprendre les mutations dans l'économie capitaliste qui expliquent la forme originale de la crise présente. Il s'appuie sur une relecture du *Capital* et sur une analyse minutieuse des transformations successives subies par le capitalisme depuis la révolution industrielle. Il apparaît alors que, loin de constituer une anomalie due à quelques phénomènes hasardeux (guerre du pétrole, dérèglement du système monétaire), la forme de la crise actuelle est l'aboutissement des tendances à l'œuvre dans la structure même du capitalisme, au même titre que l'étonnante phase de développement de l'après-guerre. La première partie de l'ouvrage analyse cette structure et ces tendances. Elle montre que le régime d'accumulation du capital (*l'accumulation intensive*) qui accompagnait la généralisation du machinisme, exigeait la mise en place d'un nouveau mode de régulation de l'économie marchande : *la régulation monopoliste*.

Cette régulation, et le nouveau mode de formation des prix qu'elle implique, est étudiée dans la seconde partie, la troisième étant plus spécialement consacrée à la crise et à l'inflation.

Au-delà de l'analyse économique, cet ouvrage aborde quelques problèmes fondamentaux dont l'examen est rendu urgent par l'actuelle « crise du marxisme ». Au-delà d'une critique de la « théorie des forces productives », il faut s'attacher aux formes de la division sociale du travail qui caractérisent la société marchande. Formes qui engendrent l'aliénation du producteur isolé, le fétichisme de la valeur, la domination du marché, de l'Etat et des grandes entreprises. Formes qui nourrissent l'idéologie « néo-libérale », la magnification d'un système capable d'« autorégulation ».

Alain Lipietz est polytechnicien et chercheur en économie, il a publié deux ouvrages aux éditions François Maspero sur le développement spatial du capitalisme, il participe à la revue *Paris Pris*.

François Maspero éditeur, 1, place Paul Painlevé, Paris-5